

L'implication des églises dans le secteur agricole à l'équateur

Mots clés: Églises, vulgarisation, CARG, organes de concertation, CARITAS, CEUM, Kimbanguistes

En province de l'Équateur, les structures de l'État tels que les inspections agricoles ne sont pas vraiment fonctionnelles.



Auteur(s): Franz Schorosch

Date de publication: 2009

Catégorie(s): Savoir-faire paysans • Politique agricole, planification, décentralisation, recherche scientifique • Organisation des producteurs agricoles, CONAPAC paysans, FEC

Province(s): Équateur

Partenaire(s): Banque Mondiale

Nombre de pages: 2

Identification: F-EP-A6-E2-S1-3



F-EP-A6-E2-S1-3

Cependant, les Églises ont des structures déjà installées à tous les niveaux de développement depuis longtemps. Pour Franz Schorosch, il faut répartir le travail entre la Société civile et l'État, et compter sur l'implication des ONG.

« En province de l'Équateur, les structures de l'État tels que les inspections agricoles ne sont pas vraiment fonctionnelles et ne sont pas capable d'organiser seules un conseil agricole au niveau de la communauté et des villages. Cependant, les Églises, plus particulièrement celle catholique avec Caritas, et la Communauté Évangélique de l'Ubangi Mongala, CEUM, ont des structures déjà installées à tous les niveaux dans le développement depuis longtemps. En plus quand on se promène dans les campagnes, la présence des différentes autres confessions religieuses est également remarquables dans chaque village. Leur implication dans le secteur agricole s'avère ainsi importante » observe le Consultant International pour le Projet d'Appui à la Relance et à la Réhabilitation de l'Agriculture, projet financé par la Banque Mondiale, dans la Province de l'Équateur, Franz Schorosch, qui a effectué dernièrement une mission dans cette partie de la République et a pu donc palper sur place cette réalité. Il a donc aussi constaté que les églises ont organisé des champs communautaires presque partout. Ceux-ci peuvent donc servir de voie d'entrée pour la vulgarisation, la diffusion de matériel, des semences et des géniteurs, tous améliorés. « Ainsi, selon les estimations, indique le Consultant, les Églises devraient participer dans la vulgarisation ». Mais, cela



ne veut nullement dire qu'il faut exclure les services de l'État. Pour l'Expert, il faudrait plutôt mettre en place une nouvelle répar-

tion du travail entre la Société Civile et l'État, tel que le CARG le propose. Les fonctionnaires de l'État, soit ceux du Ministère

de l'Agriculture et du Développement rural, devraient se concentrer sur les aspects de conception et de planification, mais aussi de suivi et de relation sur le terrain. Tandis que l'exécution du travail de l'encadrement de terrain du conseil agricole, c'est-à-dire les échanges qui doivent exister entre les producteurs et les conseillers, pourrait être confiée au personnel des Églises. Ces derniers pour la plupart sont des bénévoles et non des fonctionnaires, ni même des employés des Églises. Ils ne reçoivent que de petites primes ou compensations pour leur services. Toutefois ici, selon Franz Schoroch, le problème qui se posera, sera celui de comment faire pour que ce personnel puisse devenir plus professionnel. D'où, il faudra investir dans la formation de ce personnel et dans sa mobilité. Ceci, dans la perspective de la mise en œuvre des projets qui sont en préparation.

«Hormis les Églises, on peut aussi compter sur l'implication des ONG dans la province»ajoute le Consultant International. Cependant, à ce sujet, il souligne que les ONG ne sont pas encore aussi implantées aussi durablement sur le terrain que les Églises, catholiques, protestantes, kimbanguiste, de réveil ou musulmanes, sur différents plans, notamment pour assurer la mobilisation de la communauté et des citoyens. En effet, la force des confessions religieuses se situe dans le fait qu'elles existent depuis de longue date. Bien qu'elles interviennent pour l'encadrement spirituel de leur fidèles respectifs, elles s'intéressent aujourd'hui d'avantage aux aspects matériels de leur membres, c'est-à-dire comment faire en sorte pour que ceux-ci jouissent d'une vie meilleure et de ce fait comment les aider sur le plan économique.

«Le fait d'être présentes depuis longtemps leur donne l'avantage de mieux connaître le terrain. On constate d'ailleurs que dans leur différents documents qu'elles ont rédigé (CARITAS), les préoccupations de développement des Églises ne sont pas différentes de celles des ONG, des organisations internationales à l'instar de la Banque Mondiale ou de n'importe quelle autre structure laïque de développement»fait remarquer Franz Schoroch.

Selon son observation personnelle, le Consultant International pense que pour bâtir un développement durable dans une province enclavée comme l'Équateur, et pour donner accès à de nouvelles technologies à la RDC, il faudrait impérativement impliquer d'avantage les Églises, ici dans le secteur agricole.